



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1059

2 juillet 2012

- **L'organisation internationale pour les migrations (OIM) souhaite la fin de la crise des personnes déplacées après le tremblement de terre**
- **Des habitants du Morne l'Hôpital en colère contre leur prochaine délocalisation**
- **Les jeunes du Plateau Central attirés par les petits boulots pour les vacances d'été**
- **Possible réouverture de la mine de cuivre de Mémé aux Gonaïves**

### >> **L'organisation internationale pour les migrations (OIM) souhaite la fin de la crise des personnes déplacées après le tremblement de terre**

L'organisation internationale pour les migrations (OIM) appelle le gouvernement haïtien et la communauté internationale à déployer des efforts dans la perspective de fermer, dans le meilleur délai, les 575 camps restants de personnes déplacées après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Telle est la position du directeur général de cette agence internationale, William Lacy Swing (ancien ambassadeur étasunien en Haïti, de 1993 à 1998), qui a séjourné dans la république caribéenne du 23 au 25 juin 2012.

La vulnérabilité des femmes et des filles, aux violences sexuelles, les mauvaises conditions des familles qui survivent avec peu de moyens sous des bâches et des tentes, constituent des préoccupations exprimées par M. Swing, estimant que les femmes et les filles déplacées ont besoin d'être relogées dans des logements sûrs.

390 276 personnes vivent encore dans les camps de personnes déplacées à travers les zones touchées par le séisme, soit une diminution de 75 pour cent par rapport au mois de juillet 2010, date à laquelle la population des camps s'élevait à 1 million et demi de personnes.

Depuis l'été 2011, la nouvelle administration s'emploie à offrir une enveloppe d'environ 20 mille gourdes à chaque famille (comme dans le camp du Champ de Mars, à proximité des ruines du palais national) pour favoriser la location d'une maison.

### >> **Des habitants du Morne l'Hôpital en colère contre leur prochaine délocalisation**

Des centaines de personnes issues des bidonvilles du Morne l'Hôpital (qui surplombe Port-au-Prince, au Sud-est) et de Petionville (périphérie est) ont manifesté dans les rues de la capitale le 25 juin 2012 pour demander à l'administration Martelly de surseoir à leur éviction. Sans aucune discussion préalable, des agents de police sont venus, le samedi 23 juin, inscrire « à démolir » sur leurs maisons, disent avoir observé les manifestants.

Une méthodologie, critiquée par les organisations de promotion de droits humains.

La plateforme des organisations haïtiennes de droits humains (POHDH) suggère plutôt d'insérer la problématique des logements sociaux dans le cadre d'une approche intégrée, afin de mettre un terme à la discrimination dans l'accès au logement et aux expulsions forcées, ainsi que de permettre à toutes les personnes de bénéficier d'un lieu de vie décent.

La POHDH recommande aux autorités de « discuter avec les propriétaires des terrains privés pour leur demander de prolonger les délais de déplacement, en attendant que des mesures soient prises afin de reloger les familles victimes dans un avenir non lointain pour qu'enfin elles puissent vivre en paix ».

Plus de cent mille familles ont déjà été expulsées arbitrairement, de 2010 à 2012. Les familles des camps « Grâce Village » à Lamentin 54, « Village par la foi » à Delmas 33, « Parc Colofé » à Delmas 30, « Acra » à Delmas 60 subissent encore des violences physiques et des menaces d'expulsions, signale la plateforme des organisations haïtiennes de droits humains. Toutes formes de menaces, commises sur les familles dans des camps d'hébergement, constituent une violation grave des droits fondamentaux des victimes, au regard de l'article 22 de la Constitution Haïtienne de 1987, rappelle la POHDH.

Lors de la journée mondiale de l'environnement, le mardi 5 juin 2012, les autorités ont annoncé la démolition imminente de plusieurs maisons construites dans des bidonvilles, notamment Jalousie (Petionville) et Carrefour Feuilles (Morne l'Hôpital). Il s'agirait d'une démarche globale de récupération des bassins versants, visant la protection de la population et de la ville de Port-au-Prince, qui reçoit un lot considérable d'alluvions en provenance des mornes au moment des averses.

Dispersés par l'usage de gaz lacrymogène, les manifestants ont eu le temps de parcourir plusieurs rues de Port-au-Prince pour surtout mettre en garde contre une opération préjudiciable à « la majorité ».

## >> Les jeunes du Plateau Central attirés par les petits boulots pour les vacances d'été *Correspondance Ronel Odatte*

Conférences, jeux de correspondance, tournois de football, excursions, etc, les activités traditionnelles de vacances sont lancées au Plateau Central, avec tout de même, en cette année 2012, une effervescence inédite : de jeunes écoliers se mettent aux petits boulots pour payer leurs vacances.

Les sites touristiques comme Bassin Zim, le lac de Péligre, les grottes de Layaye commencent déjà à recevoir leurs vagues de visiteurs. Cet été 2012, la ville de Hinche, pourrait recevoir beaucoup plus de visiteurs, en provenance des départements du Sud-Est, de l'Ouest et de l'Artibonite (Nord) en raison de la réhabilitation, effective depuis plusieurs mois, de la route nationale # 3.

Alors que les touristes affluent, les jeunes du département s'impliquent, retroussent leurs manches. Serveurs, techniciennes de salon de coiffure, vendeuses. Ginette Louis, 19 ans, en 9e année fondamentale au Collège Sacré-Cœur de Hinche, espère profiter des vacances pour faire du commerce, acheter des

## >> Possible réouverture de la mine de cuivre de Mémé aux Gonaïves *Correspondance Mergenat Exalus*

Le cuivre du sous-sol de Mémé, localité située à 30 km au nord-ouest des Gonaïves (Artibonite / Nord), dans la 2e section communale Bassin Magnan, pourrait être à nouveau exploité.

Le gouvernement actuel affiche sa volonté d'ouvrir bientôt la mine qui avait, auparavant, été exploitée par une compagnie canadienne, la société d'exploitation et de développement économique et naturel (Sedren, filiale locale du groupe canadien Consolidated Halliwell) entre 1960 et 1971. Durant cette période, 1 million et demi de tonnes de minerais de 2% de cuivre ont été extraits du gisement de Mémé.

L'annonce a même été faite à la population locale le week-end écoulé par une délégation conduite par le directeur général du bureau des mines et de l'énergie (BME) Ludner Remarais, accompagné de cadres de l'institution, du maire principal des Gonaïves, Jean Osner Amisial, et du délégué du département de l'Artibonite, Jean Michel Auguste.

La délégation était aussi venue constater l'état de la mine qui a conservé des vestiges des infrastructures d'exploitation, mises en place par la compagnie Sedren.

« Trop longtemps les habitants de Mémé ont mené une vie difficile à cause de l'absence d'infrastructures de base dans la

**Pour plus de détails:** <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13032>

mangues ou des bananes pour les revendre à Port-au-Prince, et pouvoir se rendre à la Citadelle Laferrière, à Milot dans le Nord du pays. À 26 ans Joël Joseph, élève de rhéto, vient tout juste de suivre un stage en production radiophonique à Radyo Vwa Peyizan Papay (Radio Voix des Paysans de Papaye). Durant les grandes vacances, il compte accompagner ses camarades à Jacmel (Sud-Est) pour une visite d'information.

« Ce sera notre première visite là-bas. Nous en profiterons pour discuter sur des sujets d'intérêt général, comme le tourisme, l'éducation, la responsabilité citoyenne et les droits humains », explique Joël Joseph.

Pour beaucoup d'entre eux, il s'agit d'avoir les moyens économiques de fêter la fameuse fête patronale Notre dame du Mont Carmel de Saut-d'Eau le 16 juillet (bas Plateau Central).

**Pour plus de détails:** lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13037>

zone : pas d'écoles pour les enfants, pas d'eau potable, pas de routes ni de centres de santé », déplore le coordonnateur du conseil d'administration de la section communale (CASEC) de Mémé, espérant une prise en compte des besoins des habitants dans la perspective d'une réouverture à l'exploitation de la mine de cuivre.

« On ne doit pas exploiter pour exploiter, on exploite pour créer la richesse et pour améliorer les conditions de vie », déclare Ludner Remarais qui voit, en ce projet, une opportunité économique pour la zone et pour l'État haïtien.

S'agissant de l'étude d'impact environnemental, le directeur du BME pense que la réouverture permettra la réhabilitation et la protection du bassin versant de Magnan, en vue de réduire son impact négatif sur la rivière La Quinte.

Les travaux d'extraction des richesses minérales de Mémé devraient favoriser une création d'emplois dans la zone, mais aussi la mise en place d'infrastructures de base souhaitées par les autorités locales, assure L. Remarais.

**Pour plus de détails:** lire <http://www.alterpresse.org/spip.php?article13024>